

son patron plus que ce que celui-ci lui donne sous forme de salaire. Or, ce qu'elle produit pour son patron en excédent de la valeur du salaire qu'elle en reçoit s'appelle, en termes d'économie politique, la plus-value. Et la plus-value est la vie même du capitalisme. Tant qu'on pourra le replacer dans l'industrie sous forme de nouveau capital, le capitalisme pourra se maintenir et se maintiendra; mais le jour où l'on ne pourra plus faire servir cette plus-value comme nouveau capital pour alimenter l'industrie, ce jour-là le capitalisme dépérira et finira par mourir. Et le moment en est venu. On a placé dans l'industrie bien peu de nouveau capital au cours des dernières années. A ceux qui nous disent que les conditions vont s'améliorer au Canada et que le Canada va connaître de nouveau une très grande prospérité, je tiens à dire que, si l'on ne place d'autres capitaux dans l'industrie, plus encore qu'on ne l'a fait dans le passé, la prospérité ne reviendra pas. A mesure qu'il prenait de l'importance, le capitalisme a considérablement modifié les conditions dans lesquelles l'homme trouve les moyens de pourvoir à sa subsistance. Il a restreint à un petit nombre les moyens de production et, par là, a fait naître une forte population de personnes dépourvues de biens, n'ayant pas la compétence ou les moyens nécessaires pour tirer leur subsistance de la nature, comme l'ont fait nos ancêtres primitifs. Depuis un siècle et demi, la population du globe s'est multipliée plusieurs fois. La grande majorité des habitants sont réunis dans les villes, abandonnant tout contact avec le sol qui peut nous donner les choses nécessaires à la vie.

Par suite de la situation actuelle, quand l'univers est bien pourvu de machines industrielles et agricoles dont il ne peut se servir; quand la classe agricole ploie sous le fardeau des dettes qu'elle ne peut payer et une surabondance de produits qu'elle ne peut vendre; quand le nombre des chômeurs augmente sans cesse, la proposition des libéraux n'est pas la solution du problème.

Le deuxième amendement diffère de la politique du ministère qui consiste à ne rien faire jusqu'au retour des beaux jours,—Dieu sait quand,—et aussi de la politique de l'opposition qui pense qu'avec une légère réduction des droits de douane nous allons recouvrer la prospérité de l'âge d'or de 1922 à 1930. Notre amendement diffère des deux autres politiques dans ce sens qu'il fait observer que nous avons au Canada, ce Canada que nous représentons, d'abondantes ressources naturelles qui peuvent suffire aux besoins essentiels du peuple; que nous avons un mécanisme industriel qui est capable de produire plus que ce dont nous avons besoin, et que, partant, il faut organiser, contrôler et diriger ces abondantes ressources afin qu'elles répondent au besoin de la nation. Notre amendement montre aussi que la finance domine la vie économique de nos jours, et que la première chose à faire aujourd'hui, en vue du rétablissement économique, est de se rendre maître de la monnaie et du crédit. Nous prétendons que ce sont là deux choses trop importantes dans la vie de chacun pour être laissées dans les mains de particuliers et dans un but de gain. Mon honorable ami de Victoria (M. Plunkett) a trouvé que c'était une bonne chose que les banques aient pu prendre à leur compte la Caisse d'épargne du Manitoba, lorsqu'elle s'est trouvée dans l'embarras. Voilà justement ce à quoi nous nous opposons; cette tendance qu'ont les banques à tout absorber. En réalité, elles ont absorbé tout ce qu'il y avait à prendre dans le pays, y compris l'affection des hommes politiques. Le sous-amendement vise à la stabilisation des prix, mais ce n'est pas le but ultime; ce n'est qu'un premier pas en vue de l'atteindre. Ce que nous voulons, c'est la réorganisation, la reconstruction de notre régime économique, en prenant comme base l'emploi et non le profit.

(Sur la motion de M. Sanderson, le débat est ajourné.)

Sur la proposition de M. Manion, la séance est levée à dix heures cinquante cinq.

FIN DU 2e VOLUME